

ASSOCIATION POUR
LA RECHERCHE ET LA SAUVEGARDE DE DE LA VERITE HISTORIQUE
SUR LA RESISTANCE EN CREUSE

BULLETIN N° 8

MARS 1997

SOMMAIRE

Nos peines	1
Assemblée générale 1996	1
- Rapport d'activité	1
- Rapport Financier	1
- Assemblée Générale Extraordinaire le 30 avril	1
- Rapport Moral	2
- Programme 1997	3
Quelle Histoire ?	3
Quelle Résistance ?	3
Vérités et Légendes	5
- Les marins allemands (suite)	5
- La Das Reich. Combeauvert	6
- La réoccupation de Guéret	7
- Les drames des 7-8-9-11 juin	7
Jesser: Qui savait quoi ?	9
- Coté allemand	9
- Côté FFI	10
L'Histoire Savante. Lutte armée et maquis	13
- Historiens et acteurs	16
- Stratégies	16

NOS PEINES

Le colonel Henry KIRSCH est décédé le 11 janvier. Il était Président d'Honneur de notre association qu'il gratifiait de son prestige. Sa disparition a été très douloureusement ressentie par tous ceux qui appréciaient sa modestie, sa simplicité, sa gentillesse, sa droiture, sa haute conscience morale, sa fidélité à nos réunions.

En poste en Afrique centrale au moment de l'armistice, il contribue au ralliement du Tchad aussitôt après l'appel du général de Gaulle. En août, il est au Congo, déjà avec Leclerc. Avec lui il participe à la prise de Koufra, première victoire des FFL, le 1er mars 1941, puis aux opérations du Fezzan en février 1942 et, la même année, à la marche sur Tripoli pour rejoindre la 8ème armée britannique. Il combat ensuite en Tunisie jusqu'à la capitulation des forces allemandes d'Afrique.

Il participe à la mise sur pieds de la 2ème DB, au Maroc puis en Grande Bretagne, et débarque en France le 2 août 1944. Il est des combats de Normandie puis de ceux qui aboutissent à la libération de Paris. Il est très gravement blessé le 27 août au Bourget, en s'opposant à une division ennemie qui tente de reprendre Paris.

Titulaire de nombreuses citations, le colonel Kirsch avait été fait Compagnon de la Libération par le général de Gaulle en 1942. Officier de la Légion d'Honneur depuis 1944, il avait été élevé à la dignité de Commandeur le 18 juin dernier par le Président de la République.

Nous assurons Mme Kirsch, ses enfants et petits-enfants de notre bien vive sympathie.

ASSEMBLEE GENERALE 1996

Elle s'est tenue le mercredi 4 décembre 1996 à la Maison des Associations de Guéret. Assistance réduite: un tiers seulement des adhérents. Les anciens résistants se déplacent de plus en plus difficilement.

RAPPORT D'ACTIVITE

Le bulletin rend compte des initiatives mais en 1996 deux numéros seulement ont été publiés. Parce que l'année a été particulièrement chargée. Parce qu'il est plus facile de faire deux bulletins de 16 pages que quatre de 8 pages. L'association manque d'adhérents actifs et le travail repose sur un trop petit nombre de bonnes volontés.

Le N° 7, de novembre, a semble-t-il été apprécié. Il fait le point sur des faits souvent évoqués mais peu ou mal connus dans leur réalité historique. Il faut beaucoup de temps et souvent un peu de chance pour distinguer la vérité des légendes établies: 10 ans pour Combeauvert, 12 pour les marins allemands. D'une manière générale, il est relativement facile de déceler les altérations de la vérité mais beaucoup plus difficile de l'établir.

Les retrouvailles des enfants juifs Le Colloque de Guéret

A l'époque, nous avons à peu près tout ignoré -et la plupart des creusois avec nous- de la présence de 3.000 juifs dont 1.000 enfants dans le département. Ce simple constat traduit l'une des caractéristiques les plus détestables du régime d'alors: l'absence d'informations et la désinformation qui engendrent un climat de méfiance, de crainte, de repli sur soi-même. Fort heureusement, les populations se sont, en général honorablement comportées, dans le silence et la discrétion.

L'explication de cette attitude positive est difficile à cerner mais, en l'état de nos connaissances, il apparaît souhaitable de dépasser les considérations politiques et religieuses, en général trop exclusivement mises en avant.

Le colloque était une initiative ambitieuse. Sa concrétisation a montré que la volonté peut triompher de bien des obstacles. Même en Creuse. Les "actes" paraîtront fin avril. Ci-joint bulletin de souscription au prix de 150 F (prix de vente en librairie: 190).

Problèmes et Perspectives

Le nombre des actifs au sein de l'association est de plus en plus restreint. Ceux qui nous ont quitté ont laissé un bien grand vide. Et le monde a changé depuis nos débuts. En 1984 il n'y avait pas d'ordinateurs portables et performants, les logiciels n'étaient pas ce qu'ils sont aujourd'hui. Nous nous trouvons un peu "à cheval sur deux mondes": celui du stylo et celui de la disquette.

Notre handicap ne se traduit pas seulement dans la préparation, l'élaboration et le traitement des textes. Il concerne aussi les illustrations, la cartographie, les graphiques éventuels. Au problème de temps s'ajoute un problème de coût. Il faut payer ce que nous ne pouvons pas réaliser par nous-mêmes. Seul Castille est informatisé et il ne peut pas tout faire.

Le premier tome de l'Histoire de la Creuse consacré aux années 40-41-42 continue à prendre du retard. Fin 97 ?

Le volume qui doit regrouper les dossiers "bouclés" et faire le point des "Vérités et Légendes" avance lentement mais sûrement. Parution 2ème semestre. Si tout va bien.

Le second tome de l'Histoire de la Creuse traitant des années 43-44 ne verra pas le jour avant fin 99. Au mieux.

Histoire et Mémoire

Nouvelle et longue discussion sur l'évacuation des prisonniers allemands de Guéret le 9 juin. Que peut faire le chercheur confronté à des versions différentes et apparemment inconciliables sur des points relativement mineurs ? Prendre en compte les témoignages qui se recoupent et ignorer celui qui en diffère ou vice-versa ? Donner les versions qui s'opposent ou ignorer les points de divergences faute de pouvoir les concilier ? Bien difficile de faire admettre que toute mémoire est: "sélective, infidèle et rarement neutre".

L'histoire n'a pas vocation à satisfaire ou négliger des considérations d'amour-propre, mais à approcher autant que faire se peut la réalité, à distinguer les faits des opinions, l'essentiel de l'accessoire, les vérités des légendes. A ce jour 4 ou 5 personnes prétendent avoir "sauvé" Guéret d'éventuelles représailles allemandes.

Le rapport d'activité a été adopté à l'unanimité.

RAPPORT FINANCIER

En l'absence du trésorier, retenu hors de France, le président donne un aperçu de l'état des finances.

Il rappelle que les initiatives de mai dernier, notamment le colloque, ont été gérées sur compte annexe au budget de l'association. Le solde de ce compte est présentement positif mais insuffisant pour assurer l'édition des "actes". Un complément est attendu de la DMH mais il faudra environ 250 souscriptions pour faire face au coût de l'édition. Elles sont espérées des participants, des adhérents et de tous ceux qui sont susceptibles de s'intéresser au sujet.

Le bilan définitif devrait être positif et permettre la concrétisation du projet d'ouvrage sur Chabannes. En tout état de cause, l'association ne conservera aucun reliquat. Le solde, aussi modeste soit-il, sera versé à l'Oeuvre de Secours aux Enfants (OSE). Décision prise à l'unanimité.

Les comptes propres de l'association traduisent une situation de trésorerie saine. Dès son retour, Vaudin les soumettra aux commissaires nommés: Jean François et Emile Santoire. Comme il ne peut plus assurer les fonctions de trésorier, quitus lui sera donné par une Assemblée Générale Extraordinaire qui se tiendra

**le 30 avril 1996 à 14 h 30 à Guéret
Maison des Associations Salle 2**

Le présent avis vaut convocation. Cette AGE pourra aussi décider de faire coïncider l'exercice statutaire avec l'année calendaire. Mme Cerclier reçoit délégation de signature sur les comptes de l'association.

Décisions adoptées à l'unanimité.

RAPPORT MORAL

Présenté par le président. Très court. Ci-après:

Notre association a, statutairement, vocation à "établir ou rétablir la vérité historique sur les faits et événements qui se sont déroulés en Creuse entre le 17 juin 1940 et la libération".

Nous aurions pu ajouter, car c'est aussi notre mission: permettre aux jeunes générations de savoir et comprendre ce qui s'est réellement passé il n'y a guère plus d'un demi-siècle, contribuer à leur formation civique, les aider à se prémunir contre les drames que nous avons vécus: la guerre, l'occupation, la négation et la violation des droits de l'homme.

Etablir la vérité historique a été, cette année, de faire prendre conscience aux jeunes -et aux moins jeunes- des conséquences du racisme et de l'antisémitisme, officialisés par les lois du gouvernement de Vichy; à évoquer la présence en Creuse d'environ 3.000 Juifs dont environ 1.000 enfants, ce que beaucoup de creusois ignoraient; à essayer de comprendre comment

et pourquoi des hommes et des femmes de chez nous, des ruraux le plus souvent mais aussi des enseignants, se sont honorablement comportés. Dans la dignité, dans la discrétion, dans la modestie.

Rétablir la vérité historique ce fut, cette année, opposer la vérité aux légendes établies: Combeauvert et la Das Reich, Guéret et Tulle, mais aussi dénoncer les altérations et falsifications de la vérité, les impostures et les ignominies, comme dans le cas des marins allemands.

La tâche n'est pas terminée. Il reste beaucoup à faire car les légendes ont la vie dure et toute calomnie, comme l'a si bien dit Beaumarchais, laisse toujours des traces. Même si nous ne parvenons pas au terme de notre tâche, nous léguerons aux enseignants les matériaux indispensables à la connaissance de la vérité et à la formation civique des jeunes.

Rapport moral adopté à l'unanimité.

CONSEIL D'ADMINISTRATION - BUREAU

Les membres de l'un et de l'autre ont été élus en 1995 et ne sont renouvelables qu'en 1997. L'AG prend note de la démission de Vaudin du poste de trésorier, laquelle ne prendra effet qu'à l'issue de l'AGE du 30 avril.

PROGRAMME 1997

Des compléments de recherches sont à entreprendre:

- Aux Archives Départementales de la Creuse sur versements récents et nouvelles dérogations.
- Aux Archives Départementales de Limoges, sur dérogation à renouveler et compléter. (dossiers des services régionaux de l'époque).
- Aux Archives Nationales sur quelques points.

Divers témoignages complémentaires sont à recueillir ponctuellement. Nombre de fiches de renseignements n'ont jamais été retournées et ceux qui se veulent les mieux informés sont souvent les plus allergiques au témoignage écrit. Sans doute se réservent-ils pour la critique de ce qui sera publié.

QUELLE HISTOIRE ?

Celle des "faits et événements qui se sont déroulés en Creuse entre le 17 juin 1940 et la libération". Inclus la Résistance mais pas seulement la Résistance car la Résistance est indissociable de son contexte.

Il a été attribué en Creuse près d'un millier de cartes de Combattants Volontaires de la Résistance (carte verte) et un nombre non négligeable de cartes de Combattants au titre de la Résistance (carte chamois). Ces résistants "officiels" n'ont pu survivre et combattre qu'avec le concours de populations qui les ont aidés, nourris,

protégés, le plus souvent sans solliciter aucune reconnaissance de leurs mérites. L'histoire ne doit pas ignorer ces "partenaires" de même qu'elle ne peut ignorer les conditions de vie à l'époque, les contraintes du régime, les conséquences de l'occupation et de la collaboration.

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé. Beaucoup d'acteurs ont disparu, emportant avec eux leurs souvenirs. Une histoire écrite avec les seuls témoignages des survivants ne serait qu'une histoire partielle et souvent partielle. Qui peut croire que les mémoires sont toujours fidèles, qu'elles ont enregistré et conservé tout ce qui aurait mérité de l'être, qu'elles n'ont pas, au fil du temps intégré, consciemment ou non, des réflexions, des récits, des légendes, qu'elles ne se sont pas construites ou reconstruites ?

Bien rude est la tâche de ceux qui s'efforcent d'approcher la vérité, qui mesurent chaque jour la fragilité du témoignage et les limites des mémoires, qui s'interrogent sur la fiabilité des documents et l'interprétation du non-dit.

QUELLE RESISTANCE ?

Pour nous, "les vieux", qui avons connu la guerre, la défaite, l'occupation, les combats pour la libération, le mot "résistance" a un sens bien précis mais cependant variable selon la date et la nature de notre engagement, le lieu, les circonstances et le type des actions auxquelles nous avons participé. Parfois aussi selon notre tendance à l'humilité ou à la glorification de notre égo. Il est bien connu que ce sont souvent ceux qui ont fait le plus qui parlent le moins.

Pour la génération qui a suivi, celle de nos enfants à qui nous avons souvent négligé -et l'école plus encore- d'apprendre ce que fut la période de notre jeunesse, la Résistance n'est qu'un épisode parmi d'autres de l'histoire contemporaine voire un simple élément d'une chaîne qui va de nos ancêtres les Gaulois à la 5ème République.

Pour la seconde génération, celle de nos petits-enfants, un meilleur apprentissage scolaire de l'histoire suscite un regain d'intérêt pour la Résistance. Nous le constatons régulièrement dans les établissements qui nous accueillent pour le Concours National de la Résistance et de la Déportation. Les "radotages" du grand-père et la TV y sont peut-être aussi pour quelque chose. Le niveau de sensibilisation varie toutefois selon les enseignants, et sans doute le milieu familial.

Test toujours significatif: la définition des dictionnaires usuels. Le petit Larousse (édition récente) ne connaît en première partie que les résistants, définis comme "membres de la résistance pendant la seconde guerre mondiale". Il faut avoir la curiosité de chercher dans les noms propres pour apprendre que la Résistance est "le nom donné à l'action clandestine menée au cours de la seconde guerre mondiale par des organisations civiles

et militaires de plusieurs pays d'Europe qui se sont opposées à l'occupation de leur territoire par l'Allemagne ...". Pour le petit Robert, la Résistance est (dans la seconde guerre mondiale): "opposition des Français à l'action de l'occupant et du régime de Vichy". Dans le Robert des noms propres elle devient: "le nom donné à l'ensemble des actions menées au cours de la seconde guerre mondiale dans les différents pays d'Europe contre l'occupation allemande et les régimes nazis et fascistes".

Les manuels scolaires récents de 3ème, 1ère et Terminale accordent à la Résistance une place et une présentation variable selon les auteurs et les éditeurs.

Les historiens eux-mêmes semblent avoir quelques difficultés à définir la Résistance et leurs visions évoluent avec le temps. A titre d'exemple le "Que Sais-je" des années 90 de Jean François Muriacole ne ressemble guère au "Que Sais-je" d'Henri Michel réédité jusque dans les années 80 et longtemps considéré comme la petite "bible" sur le sujet. Il y a de même des différences sensibles entre les visions d'Henri Michel, Directeur du Comité d'Histoire de la 2ème guerre mondiale, Henri Noguères et Henri Amouroux, pour ne citer que les auteurs les plus connus du grand public.

Rappelons encore qu'à ce jour l'historiographie de la Résistance compte environ 3.000 titres et qu'il en paraît régulièrement de nouveaux.

L'histoire "savante" d'aujourd'hui, en fait l'histoire universitaire de la Résistance, développée surtout à partir des années 80, marque une évolution sensible dans l'approche et l'analyse, une évolution qui d'ailleurs se poursuit. Nous avons déjà cité (N°2) René Rémond dans son introduction à "Vichy et les Français": *"la comparaison de ces deux rencontres [1970 et 1990], de ces deux expériences de la recherche historique, permet de mesurer le chemin parcouru en vingt ans et d'esquisser un bilan des progrès accomplis dans l'intervalle pour la connaissance de ces années dramatiques".*

Cette histoire savante nous offre maintenant, sous le titre général "La Résistance et les Français", une série à ce jour non achevée, d'ouvrages de plus de 500 pages chacun, fruits de colloques universitaires organisés sous l'égide de l'Institut d'Histoire du Temps Présent. Nous avons évoqué les deux premiers et nous abordons ci-après le 4ème.

Progressivement, l'Histoire s'est efforcée de donner de la Résistance une image plus proche de la réalité. Glorifiée sans réserve aux jours de la libération, accaparée aux lendemains par les politiques, brandie comme un étendard par les solliciteurs de prébendes, la Résistance a été progressivement assaisonnée à toutes les sauces jusqu'à devenir insipide. Que n'a-t-on raconté sur l'argent des parachutages, les réquisitions, les règlements de compte, les exploits des galonnés de la 25ème heure, mais aussi sur les héros autoproclamés ou

élevés par leurs amis au rang de vedette, sur le nombre des fusillés et des déportés, etc.. Après les excès de sacralisation sont venus les excès de désacralisation.

La "nouvelle vague" d'historiens est désormais portée vers l'intellectualisation. Le résistant se retrouve projeté sur le divan du psy et les nouveaux disciples de Freud s'interrogent sur ses motivations profondes, sur son subconscient et son inconscient. Certains jeunes historiens dépassent parfois allègrement la trop simple sociologie pour se plonger avec délectation dans la psychologie, l'anthropologie, l'ethnologie et bien sûr le politique. Ils inventent des néologismes qu'ils croient gratifiants pour mieux affirmer leur savoir "savant". L'intellectualisme est une mode sinon une maladie de notre époque, une forme d'altération de la pensée, une sorte de perversion de l'intelligence. Au secours La Fontaine, Molière et Boileau !

Fort heureusement, il reste des chercheurs compétents, donc modestes, qui refusent le pédantisme et essaient de s'en tenir aux banales réalités. Et nous qui ne sommes pas savants avons tendance à considérer qu'il est plus sain de chercher la vérité "au ras des pâquerettes" que dans les sphères éthérées de la "Pensée".

Nos pâquerettes nous donnent une image de la Résistance en Creuse assez proche de ce que nous pensons être la vérité mais assez différente de celle qui a été répandue jusqu'ici. En Creuse, comme ailleurs sans doute, il faut écrire Résistance au pluriel ou parler de résistance multiforme.

De manière un peu simpliste on peut distinguer la résistance en paroles et la résistance en actes, avec des niveaux de mixité variables. Ceux qui ont seulement parlé, conseillé, encouragé, se réservant pour l'après-libération. Ceux qui ont parlé et agi sans trop prendre de risques, juste assez pour revendiquer, le moment venu, les fruits de leur engagement. Ceux qui ont parlé et agi dans des perspectives politiques. Ceux qui ont agi sans parler et sans espérer autre chose que la libération. On peut aussi évoquer une résistance politique, une résistance militaire, une résistance politico-militaire et une résistance seulement civique, une attitude patriotique sans participation à la résistance organisée.

Et comment classer ceux qui ont fait des actes de résistance tout en continuant à servir le régime ? Comment établir un bilan pour le maire ou le secrétaire de mairie qui faisaient des faux-papiers mais organisaient scrupuleusement les réquisitions et participaient sans se poser de problèmes de conscience aux recensements des Juifs ? Comment classer ceux qui parfois ont adhéré "intellectuellement" à la résistance mais ont refusé, dans l'exercice de leurs fonctions, les risques de la désobéissance ?

A contrario, comment ignorer celles et ceux qui ont fait, en toute humilité, les actes de résistance que commandait leur conscience, sans se réclamer de la résistance ?

Attention aux idées préconçues, aux jugements arbitraires fruits des copinages et des affinités politiques. Attention aux appréciations fondées sur la reconnaissance officielle.

En Creuse, le chercheur s'interroge parfois sur les actes de résistance de tels membres de CLL voire du CDL. S'il s'intéresse aux dossiers qui ont justifié des titres de résistance il lui faut parfois admettre que les amitiés ou simples relations, sont des justifications plus évidentes que les actes. S'il observe les promotions, avantages, prébendes attribués à la libération, force lui est de constater que les affinités politiques et philosophiques, voire le simple copinage, l'ont emporté sur les mérites résistants. Il ne peut que partager l'appel à mémoire lancé par le chef des FFI à l'automne 45: "*Messieurs, vous dont j'ai vu naître et grandir les responsabilités et les honneurs ... Souvenez-vous*".

VERITES ET LEGENDES

Dans le précédent bulletin, sous cette même rubrique, nous nous sommes efforcés d'établir la vérité sur trois faits importants: la reddition de la garnison allemande de Guéret le 7 juin, Combeauvert, le sort des marins allemands prisonniers en Creuse. Sur ce dernier sujet nous aurions, semble-t-il, trop brièvement évoqué la légende. Simple problème de place.

MARINS ALLEMANDS

Voici dans sa quasi-intégralité le texte fondateur de la légende:

... "En cette mi-juillet 1944 où se produisit la tragédie [Cosnat], on n'ignorait pas au PC des FFI cantonné près d'ici, à Murat puis à Chez Jallot près de Courson, qu'une puissante unité motorisée ennemie sillonnait depuis quelques jours le sud de la Creuse (1) et remontait vers le nord-ouest. Pour fêter le 14 juillet on avait festoyé dans l'euphorie (2) comme si la guerre semblait loin de ce secteur jusqu'ici épargné. Mais l'ennemi arrivait, un ennemi que ne parvint pas à déterminer le service de renseignements des FFI (3). Il s'agissait de la demi-brigade (4) de répression des Waffen SS (5), commandée par le Colonel (6) Jesser.

Après qu'elle eut écrasé en Auvergne le maquis du Mont Mouchet et celui de la Truyère, l'état-major allemand lui assigna comme nouvel objectif de pénétrer en Creuse par le plateau de Millevaches, d'occuper Aubusson puis, sans attendre, de foncer vers le secteur de Bourgneuf pour y anéantir une concentration de 1.500 FFI (7). L'état-major allemand savait exactement où localiser (8), dans cette région boisée et montueuse, les cantonnements des CFL et de l'AS et les escadrons de la Garde.

Nous venons d'en avoir récemment (9) la preuve écrite grâce à la traduction par les services de l'armée de terre des archives de cet état-major N° 588 de la Wehrmacht. La vérité qui nous est ainsi révélée dépasse

l'entendement et explique les dramatiques journées que cette commune de Vidaillat a vécues en juillet 1944. (10)

Sachez que les officiers de marine allemands capturés près de Bourgneuf par les volontaires de la compagnie franche et emmenés prisonniers au PC de Murat, près d'ici, ont été autorisés (11) à écrire deux lettres que le service de renseignements a fait poster à Guéret, la dernière le 30 juin. Ces lettres écrites en allemand et que personne n'a contrôlées (12) ... devaient contenir des messages codés. Elles étaient adressées à l'état-major allemand de la Kriegsmarine à Bordeaux et y parvinrent.

Dans l'ouvrage de traduction de l'armée allemande on lit à la page 59: "l'officier de marine et 2 matelots ont pu s'évader de chez les terroristes. Après leur capture ils ont expédié deux lettres à Bordeaux par la poste française en indiquant le lieu de leur captivité à 40 km sud de Guéret. (13)

Le 16 juillet, les allemands de la brigade Jesser s'emparaient de Bourgneuf, y occupaient le central téléphonique ce qui causa la mort du capitaine Kleber des FTP (14) et causa l'arrestation d'une dizaine de maquisards CFL au Mas Baronnet (15). Ce jour-là, venant d'Aubusson, ils avaient bousculé les embuscades FFI à Charbonnier sur la nationale 141 et au pont de Mémunat, sur la route de Chavanat à Vidaillat. Peu après, ils débouchaient en colonne motorisée puissamment armée dans le bourg [de Vidaillat] où ils manquaient de peu de capturer ou d'écraser la 3ème Cie du capitaine L.. Les forces ennemies occupaient Vidaillat ou votre bâtiment communal fut incendié par représailles.

Au poste de commandement des FFI, dans la maison bourgeoise de Chez Jallot près de Courson, on ne tint pas compte de la gravité de la situation (16). Le lendemain, avant l'aube, une unité de la brigade Jesser faisait irruption dans le hameau de Cosnat (17) après avoir capturé la sentinelle FFI en faction à quelques pas d'ici. Les Waffen SS (5) y cernaient la 1ère Cie endormie et allaient y massacrer les dix jeunes maquisards dont nous honorons aujourd'hui la mémoire.

Cette même nuit, ils manquaient de justesse (18) le PC des FFI de Chez Jallot puis ils occupaient l'hôpital de Gioux où étaient soignés des blessés que personne ne fit évacuer (19) et surgissaient à Nadapeyrat où ils s'emparaient sur la lande du plateau de 60 tonnes d'armes et de munitions parachutées (20). Les Waffen SS (5) y capturaient d'autres maquisards, torturaient à mort l'un d'entre eux et y massacraient trois civils. Ce jour-là aussi la 2ème Cie du capitaine T. était cernée dans la côte de Peumiot et en grande partie décimée tandis que la 10ème Cie de l'Ecole de la Garde subissait le même sort à Boissieux et Villemonteix. Arrêtons là ce lamentable bilan qui s'alourdit encore les jours suivants des massacres du Pont de Murat et de celui du Bois de la Mine.

... Les morts du Pont de Mémanat et de Cosnat, comme ceux de Nadapeyvat, du Compeix, du Pont de Murat, de Villemonteix ou de la Croix de la Mine ne peuvent être honorés que si la vérité sur les circonstances de leur mort est dite sans ambiguïté (21). Ils ont fait le sacrifice de leur vie dans des circonstances que l'histoire se doit d'éclaircir. Nous le leur devons et ce sera fait".

(Allocution de Marc Parrotin, le 7 septembre 1985 devant le monument élevé à la mémoire des morts de Cosnat).

- (1) Voir ci-après: "Jesser: Qui savait quoi ?"
- (2) Faux. Ordinaire amélioré. Voir ci-après "Jesser: Qui savait quoi ?"
- (3) Faux. Voir ci-après. "Jesser: Qui savait quoi".
- (4) Pas demi-brigade. Groupement d'unités. Composition dans le KTB.
- (5) Unités de la Wehrmacht. Pas Waffen SS.
- (6) Jesser était général.
- (7) Faux. Pas 1500 FFI dans "le secteur de Bourganeuf"
- (8) Faux. Voir rapport Vonalt évoqué dans N°7
- (9) Document produit au procès de Nuremberg en 1945. 116 pages couvrant la période du 12 janvier au 12 septembre 1944. Coté 257 dans le texte officiel, édition française, tome 37 du procès des criminels de guerre. (donc connu depuis 40 ans mais pas de l'auteur d'une Histoire de la Résistance en Creuse).
- (10) Opinion personnelle de l'auteur
- (11) Pas autorisés. Contraints. Voir précédent numéro.
- (12) Voir précédent numéro.
- (13) Voir précédent numéro.
- (14) Pas de lien de cause à effet.
- (15) Version de l'auteur.
- (16) Faux. Voir ci-après.
- (17) Conduits par un français
- (18) Version de l'auteur.
- (19) Version de l'auteur
- (20) Faux. Parachutage de la nuit + réserve de munitions.
- (21) Ce n'est pas le cas.

Que penser de ce texte, lu à l'occasion d'une cérémonie du souvenir, la presse et la radio ayant été préalablement convoquées? Malgré les erreurs qu'il contient, il n'a d'évidence pas été rédigé à la légère. Sous une apparence d'éclairage historique il dissimule mal une opération médiatique visant à discréditer, bien qu'il ne soit pas nommé cité, le chef des FFI, de la R.5-D.2 et, par extension, son état-major. En fait, il s'inscrit dans une série de propos malveillants comme ceux concernant "la fuite par le souterrain de Courson" et bien d'autres de même nature.

Hors tout esprit polémique, une question fondamentale se pose: Peut-on dire et écrire n'importe quoi ? La liberté d'expression est inscrite dans la constitution. Ses limites dans le code civil et dans le code pénal et la mort de la personne visée n'en altère pas les dispositions. Au plan moral elle rend plus odieuse encore les attaques et insinuations.

Dans le précédent numéro nous avons exposé, à la lumière des différentes sources connues et des documents recueillis depuis 12 ans, ce que fut le "séjour" des marins allemands en Creuse. Nous opposons ci-après d'autres vérités à d'autres légendes accréditées par le même auteur et faisons le point sur les informations dont disposait l'EM FFI lors de l'attaque du Gpt Jesser.

LA DAS REICH. COMBEAUVERT

Le premier témoignage publié fut le récit d'un rescapé (R.A.), recueilli par Michaud et publié dans le N° 4 de "L'Embuscade" en octobre 1944. Ce texte a longtemps été évoqué dans les allocutions prononcées chaque année devant le monument, à l'issue du "Rallye de la Résistance". Il a été relayé et complété dans "le Temps du Maquis (P. 382 à 387 édition de 1981). Avec beaucoup de précisions: "Kampfe surveille à la jumelle le ruban sinueux de la nationale 140", et un peu de poésie: "par cette chaude matinée de printemps tandis qu'une brise légère fait bruire le feuillage des hêtres et onduler la nappe de seigle d'un champ voisin où chantent les grillons". Pure imagination et curieuse conception de l'histoire !

Nous avons, dès l'origine de nos recherches, des doutes sur le déroulement de la double tragédie. Ils ont été confirmés par des informations recueillies entre 85 et 90 mais nous n'avions pas alors d'autre version à proposer. En 94, nous pouvions lever un coin du voile. En 95 confirmer et préciser les faits, après avoir recoupé la source essentielle: le compte rendu du bataillon SS.

La recherche historique est une école de patience. Elle exige du temps, du travail et souvent un peu de chance. Une chance qu'il faut mériter par la persévérance.

En la circonstance, l'apport de l'histoire ne change rien à l'horreur du massacre. Il en souligne seulement le caractère fortuit. L'objectif de la 9ème Cie du Btn de Kampfe, comme celui des 10, 11, 12ème, était Guéret. La fatalité a voulu que deux groupes de volontaires croisent son parcours à Combeauvert. Un peu plus tard, ils n'auraient pas rencontré les SS. Un peu plus tôt ce sont les FFI de Cher qui auraient affronté la Das Reich.

Et si Kampfe était arrivé sans encombre à Guéret, comme ses autres compagnies, il n'aurait pas délivré ses compatriotes faits prisonniers le 7. Ignorant ce qu'il apprit de leur bouche, son attitude et le sort de Guéret auraient peut-être été différents. L'histoire ne s'écrit pas avec des "si".

Précisons encore, pour faire justice de propos malveillants, que ce n'est pas François qui a, le matin, dirigé inconsidérément le groupe FTP sur Bourganeuf et qu'il n'a pas davantage appelé sur Bellesauve le groupe de volontaires de Vallières. Nous évoquerons, dans un prochain numéro les conditions d'évacuation de Guéret. Là encore la légende doit plus à l'imagination qu'à la réalité historique.

REOCCUPATION DE GUERET LE 9 JUIN

Contrairement à Tulle, Argenton, Saint Amand Montrond, etc., Guéret ne subit pas de représailles lors de sa réoccupation par le 163ème Btn du 15ème Rgt de la 189ème division et par le 3ème Btn du Rgt Der Führer de la division blindée SS Das Reich.

Une plaque apposée dans le hall de l'Hôtel de Ville attribue l'essentiel de la mansuétude allemande à l'intervention d'un diplomate espagnol. Le maire de l'époque, nommé par Vichy, la revendique pour lui-même, dans un document déposé aux Archives Nationales, évoqué par Amouroux et repris récemment par Dreyfus. Le rapport établi après la libération, à la demande du Préfet Castaing, par celui qui servit d'interprète, rend hommage au plaidoyer du maire mais avec une relative circonspection quant à ses effets sur la décision des occupants. Lors d'un entretien accordé l'an dernier à Guy Marchadier, publié dans un magazine régional, il précise divers points de son rapport de 1944. Chronologiquement:

- Le premier bombardement se situerait vers 10h.
- Le premier officier allemand, arrivé par la rue de Verdun, aurait débouché sur la place Bonnyaud vers 12 h 15. Le ratissage de la population (hommes, femmes et enfants) de la périphérie vers le centre déjà commencé.
- Après avoir confirmé l'ordre de rassemblement des hommes (seulement ?) l'officier se rend à l'hôpital où sont soignés les blessés du 7 juin.
- Avant qu'il ne soit revenu, *"la troupe allemande arrive avec des camions et des chars recouverts de branchages"* qui se rangent sous les tilleuls de la place.
- Il est fait mention d'un SS en chemise brune puis vers 17 h d'un entretien du maire avec deux officiers SS. L'un évoque *"des munitions trouvées chez une personne des environs de Bourgneuf"*
- Les SS quittent la mairie et la ville.
- Une sorte de conseil de guerre, avec le capitaine arrivé le premier se tient à l'hôtel de Ville.
- Le passage à la résistance de l'Ecole de la Garde préoccupe les allemands.
- Couvre-feu à 20 h. Chacun rentre chez soi.

De ces quelques notations il faut retenir:

- Le capitaine arrivé le premier était apparemment le commandant du 163ème Btn venant de Montluçon.
- Le ratissage de la périphérie vers le centre est une manoeuvre classique. Il semble avoir surtout concerné les hommes.
- Le capitaine se rend sans attendre à l'hôpital où sont soignés ses compatriotes. Logique. De la rencontre avec les blessés il existe un compte rendu du Dr Brésard.
- L'arrivée de "chars" semble se situer vers 13 h 30 - 14 h. Que faut-il entendre par "chars" ? Ni le 163ème Btn de grenadiers, ni le 3ème Btn de Der Führer ne possédaient de chars. Sans doute s'agit-il de véhicules blindés, semi-chenillés ou sur roues ? Dotés de quel

armement ? Venus de quelle direction ? On peut supposer qu'il s'agit de la 10ème Cie SS entrée par la route de Courtille, des 11ème et 12ème, entrées par la route de La Souterraine.

- Les SS ne se manifestent apparemment à l'Hôtel de Ville que vers 17 h. Sans doute avec l'arrivée du chef de bataillon et de la 9ème Cie, entrée par la route de Bourgneuf.

- Qui sont les deux officiers SS discutant avec le maire ? Le chef de Btn (Kampfe) ? Et un adjoint ? Celui qui évoque Bourgneuf appartient manifestement à la 9ème Cie ou à l'échelon de commandement du Btn.

- Kampfe laisse à Guéret un détachement. Apparemment de la 11ème Cie. Il interviendra le 11 lors de l'attaque contre l'Ecole de la Garde dans le secteur de Janaillat.

Toutes ces précisions n'ont qu'un intérêt relatif. L'essentiel est que Guéret ait échappé aux représailles. On notera que nul parmi les personnalités guérétoises citées ne semble avoir porté intérêt aux blessés allemands, que l'interprète fait bien peu référence au diplomate espagnol (dont l'action est cependant immortalisée par une plaque), que l'arrivée des SS de la Das Reich ne suscite pas une crainte particulière. A noter encore l'importance accordée par les allemands au passage de l'Ecole de la Garde à la Résistance. Manifestement ils craignent que l'initiative fasse "tache d'huile".

LES DRAMES DES 7-8-9-11 JUIN

En complément des propos tenus au sujet des marins allemands dans le but évident de discréditer le chef des FFI il faut évoquer les versions de même veine, évoquées en diverses circonstances, de drames que l'histoire se doit d'éclairer.

Bien avant l'attaque de Jesser à la mi-juillet François et l'EM FFI porteraient, suite à l'attaque de Guéret, la responsabilité d'un nombre considérable de morts (entre 120 et 200 selon les versions et les jours). Qu'en est-il ?

8 juin - La Souterraine

Il y avait en juin 1944, et il y a toujours, à l'entrée sud de La Souterraine, au lieu dit Laffut, un poste d'amplification des lignes souterraines à grande distance (LSGD), en fait un centre de relais des câbles utilisés pour les transmissions téléphoniques. Ces lignes étaient de grande importance pour les allemands qui avaient affecté à La Souterraine quelques techniciens et un petit groupe de protection.

Il y avait aussi à Laffut quelques agents des PTT chargés de la surveillance et de l'entretien du poste d'amplification. Parmi eux, des résistants dont l'un au moins était en relation avec la résistance locale. Le "Plan Violet" prévoyait le sabotage des LSGD. Il fut déclenché le 5 juin au soir par "message personnel" et

mis en oeuvre à La Souterraine par ceux qui en avaient la charge. En fait, le câble fut coupé au nord, interrompant toute communications du sud (Limoges, Brive, Toulouse) avec Chateauroux, Orléans et Paris mais pas celles du poste avec Limoges. Toute opération contre les allemands de La Souterraine supposait donc au préalable un isolement complet, comme cela avait été fait la veille pour Guéret, en fait une seconde coupure de câble vers le sud.

L'attaque ne présentait pas d'intérêt stratégique et la perspective d'éliminer provisoirement quelques allemands n'avait de justification que psychologique ou politique. Ce n'est donc pas François qui en prit l'initiative. Si l'on se reporte au "Temps du Maquis", au chapitre "Les FTP attaquent le poste retranché de Laffut" on apprend que c'est *"le responsable politique des FTP de la Creuse qui a recommandé de prendre toutes dispositions utiles en vue d'une éventuelle occupation de La Souterraine"*.

Ce qui devait arriver arriva. Les allemands retranchés dans le poste refusèrent de se rendre aux jeunes FTP dotés seulement d'armes légères, inadaptées à une action contre un immeuble, et informèrent par téléphone Limoges. C'est un élément du 19ème Rgt SS (et non une compagnie de la division Das Reich comme l'écrit l'auteur du Temps du Maquis) qui intervint, faisant des morts et des blessés.

Cette douloureuse affaire doit être abordée avec décence, dans le respect des morts et de l'enthousiasme de jeunes que nul n'avait semblé-t-il informés du risque que constituait la liaison téléphonique avec Limoges.

Curieusement, "Le temps du Maquis" nous apprend qu'il existait, ce 8 juin, des armes non dégraissées, cachées non loin de La Souterraine. A quel effet ? Ceux qui se trouvaient quelques jours auparavant à Bellesauve se souviennent d'une violente altercation entre un responsable FTP (ou se présentant comme tel) venu "exiger" du chef des FFI des armes que celui-ci ne possédait pas. L'affectation des armes aux diverses formations fera l'objet d'un chapitre spécial dans un prochain numéro.

8 juin à Aubusson

Il s'agit là encore d'une initiative douloureuse, fruit de l'enthousiasme et de l'improvisation. François et l'EM FFI n'avaient donné aucune directive et furent mis devant le fait accompli. La famille de l'initiateur, traité de "gestapiste", ayant saisi la justice et un jugement ayant été rendu nous ne ferons pas de commentaires. Signalons toutefois que contrairement à ce qui est écrit dans "Le Temps du Maquis", ce n'est pas la Das Reich qui est intervenue à Aubusson mais un détachement venu de Clermont.

11 juin. Janailat

Il s'agit d'une opération menée par deux éléments de la Das Reich contre l'Ecole de la Garde, passée à la

Résistance le 7, en vue de délivrer les prisonniers allemands qu'elle détenait. (A Combeauvert la 9ème Cie du 3ème Btn n'avait, fortuitement, délivré qu'une partie de la garnison).

Les anciens de l'Ecole, qui presque tous ont poursuivi une carrière militaire, sont souvent devenus officiers supérieurs, parfois généraux. Ils se sont beaucoup interrogés, à la lumière de leurs compétences techniques et de leur connaissance de l'armée allemande, sur les origines et les conditions de l'opération menée contre eux. Ils ont élaboré un dossier très documenté. Nous avons pu leur apporter quelques informations complémentaires et l'essentiel est connu.

Sur les faits, sur le déroulement de l'attaque, il n'y a guère de zones d'ombre. Sur l'origine par contre, plusieurs hypothèses subsistent et celle d'une trahison ne doit pas être exclue.

En tout état de cause, ils n'ont jamais remis en cause leur engagement du 7 juin ni incriminé le chef des FFI.

En conclusion

Il est bien évident que si chacun était prudemment resté chez soi à attendre que les alliés libèrent notre pays, ces drames et d'autres ne se seraient pas produits. C'est là un discours que nous avons parfois entendu, après la libération, venant de ceux qui ont voulu ignorer la Résistance et qui n'ont pas visité les ruines des champs de bataille sur lesquels se sont affrontées les armées conventionnelles. Sans doute auraient-ils accepté l'AMGOT comme ils avaient accepté l'occupation et le régime de Vichy. Sans se demander ce que serait devenue une France libérée sans le concours des Français.

Le chercheur, à fortiori s'il est ancien résistant, doit rester lucide. Il lui faut admettre que l'enthousiasme, l'improvisation, l'inexpérience, ont souvent été à l'origine d'initiatives qui se sont parfois mal terminées. Il lui faut aussi considérer, qu'avec un peu de chance ou un peu moins de malchance, certaines auraient pu ne pas devenir dramatiques, faire la part du destin et de la fatalité. Il lui faut enfin prendre en compte la faiblesse des moyens mis en oeuvre face à un adversaire bien équipé et bien entraîné.

En tout état de cause nul n'a le droit de porter des accusations injustifiées.

JESSER. QUI SAVAIT QUOI ?

Là encore il ne faut pas dire ou écrire n'importe quoi, accuser au gré d'informations mal maîtrisées, de déductions hâtives, voire d'une évidente volonté de porter atteinte à la dignité et à l'honneur des personnes que l'on souhaite discréditer. Ce n'est pas parce qu'on les ignore que les sources n'existent pas.

Comme dans "l'affaire des marins allemands" nous sommes assez bien informés, d'une part sur ce que

savait de nous l'adversaire, d'autre part sur ce que nous savions de lui car des archives, à ce jour inédites mais dont l'existence est connue, sont parfaitement éclairantes.

Côté allemand

Le KTB de l'EMP 588 est là encore une source essentielle. Nous avons évoqué dans le précédent numéro différentes directives de l'OKW (Commandement en chef de l'armée de terre) et de l'OBW (Commandement en chef à l'ouest) face à ce que nous avons appelé "les capacités de nuisance" de la Résistance dans nos régions et les craintes qui ont justifié, le 7 juin, le détachement de grandes unités, notamment de la 2ème DB SS Das Reich, pour "lutter contre les bandes". Nous avons évoqué la crainte d'opérations aéroportées, la constante préoccupation de maintenir ouverts certains axes de circulation. Dans le cas particulier de la Creuse le KTB nous apprend encore:

13.6.44: EML 896 transféré à Guéret le 17.6. Le 736ème Groupe de Volontaires [de l'est] lui est affecté en renfort.

17.6.44: 461ème Btn Grenadiers de réserve transféré à Guéret par Montluçon.

Creuse fortement infestée, régions de Bourgneuf et Aubusson.

18.6.44: Sur la voie Guéret-Montluçon (13 km S.E. Guéret) fortement endommagé par explosifs, circulation interrompue jusqu'à nouvel ordre. (1)

20.6.44: Communication H.G. Sud Frankreich 2ème bureau. Intention de l'ennemi de faire du centre de la France un réduit occupé par les bandes où l'on pourrait parachuter à l'aveuglette du matériel de guerre pour armer la population au maximum.

21.6.44: Dans un but d'unité de commandement l'ensemble de la police française passe aux ordres de l'EM de C.A. ... Il est actuellement impossible de conclure si l'on peut faire confiance à la police française. Sur proposition française la police doit être mise à l'épreuve dans des interventions de peu d'importance. Elle va ensuite épurer Guéret à fond. (2)

22.6.44: Les unités de la Division de Volontaires se trouvant dans la zone du 66ème Corps de réserve lui sont subordonnées pour emploi.

23.6.44: Sur ligne Paris Limoges à St Sulpice Laurière (29 km NE Limoges) déraillement un train occasionné par terroristes.

24.6.44: Perte de l'EML Guéret: 6 tués (dont 1 officier, 2 fonctionnaires, 1 PFAT) 4 blessés. Pertes de la Prévôté 992 de Guéret: 4 tués 5 blessés. (3)

25.6.44: Dans action de la milice à l'instigation du SD de Limoges, secrétaire général de la Préfecture, préfet p.i. ainsi que maire de Guéret arrêtés.

27.6.44: Tunnel sauté sur la ligne Guéret-Saint Sulpice entre Vieilleville et Marsac (environ 22 km SO Guéret). (1)

28.6.44: Implantation des troupes. Guéret: EML 896. 992ème Prévôté. EM 461ème Btn. 2.3.4/461° Btn. 28ème Cie de mortiers.

29.6.44: Proclamation de l'appel de l'ancien préfet de Guéret, Vasserot, aux habitants de la Creuse.

Un ordre d'Eisenhower au général Koenig qui a dirigé les mouvements de résistance pour Giraud (sic) a été proclamé. Cet ordre dit: "les grands groupements de résistance doivent se dissoudre en bandes plus petites, permettant un meilleur ravitaillement. Une nouvelle concentration aura lieu au moment donné". (4)

30.6.44: Rapport du commandant de l'EMP sur sa visite à Guéret ... La population, terrifiée, cherche à prouver sa non-participation aux événements du 7/6. L'élément actif dans les événements a été l'Ecole de la Garde qui avait cerné les bâtiments de la Felgendarmerie et participé activement à l'action contre l'EML. (5)

2.7.44: OB. West ordonne la plus grande attention et renforcement des mesures de sécurité. ...

Importante amplification des perturbations dans les voies de communications et les lignes téléphoniques.

5.7.44: Région Guéret: nos colonnes de marche prises deux fois sous le feu. (1)

7.7.44: Relève de la 189ème Div. de réserve. A Guéret reste la 28ème Cie de mortiers lourds, plus la 1ère Cie du 960ème Groupe de DCA venant de Chateauroux.

Le 3/7 à Parsac (20 km de Guéret) embuscade contre deux compagnies en marche. 3 allemands (6) tués et 4 blessés. (6)

Le 4/7 à Ajain (10 km NE Guéret). Attaque par surprise d'une compagnie: 4 tués, 17 blessés allemands. (6)

8.7.44: Directive de Cdt HGSF sur dispositions à prendre en cas d'opérations aéroportées.

10.7.44: Rapport du SD de Limoges (Voir N°7)

Gpt Coqui (Voir N°7) Lire 1 Btn du R. 1000 et non 1 batterie. Erreur de traduction.

1000ème Cie de Sécurité blindée ... (Voir N° 7)

11-12-13.7.44: (Voir N° 7)

14.7.44: Important convoi se rendant de Montluçon à Guéret tombé à Gouzou (34 km SO Montluçon) sur barrage de mines défendu. (1) 1 FM récupéré. Station radio destinée à Guéret qui se trouvait dans le convoi endommagée. (7)

15.7.44 Reconnaissance lancée de Limoges à Bourgneuf (1 Cie renforcée) atteint 13.7 St Léonard Champnétry (25 km E Limoges). St Junien la Brègère (34 km SSO Guéret), sans contact avec l'ennemi. Nombreux abattis (1)

16.7.44: Reconnaissance du 15.7 régions Felletin-Pontcharraud, St Pardoux, St Quentin, Gioux, Les Maisons, vides d'ennemi. Régions La Nouaille, St Yriex, St Marc (34 km S Aubusson) occupées par l'ennemi. (Felletin 7 km S Aubusson) La Nouaille 40 km SE Bourgneuf).

Gpt Jesser - 16.7 en route pour Aubusson à 5 h 30. Un groupe de choc atteint la ville sans combat, à 7 h, après être passé par Herment, Crocq, Villetelle.

- (1) Tous témoignages sur ces opérations seront les bienvenus
- (2) Information à rapprocher des arrestations opérées par la milice et du projet soumis par du Barry aux Allemands.
- (3) Pertes du 7 juin et ultérieures (notamment Combeauvert)
- (4) Giraud arrêté depuis 9 juin 1943 ! Evocation bien tardive de la directive de Koenig du 10 juin aux FFI.
- (5) La venue de Von Brodowski à Guéret témoigne de l'intérêt porté à la reddition du 7. Le passage de l'Ecole de la Garde a beaucoup préoccupé les allemands par sa valeur d'exemple. Hélas peu suivi.
- (6) La précision "allemands" laisse supposer qu'il y eut aussi des victimes parmi les "volontaires de l'Est", non comptabilisés par la Wehrmacht.
- (7) Les lignes téléphoniques françaises étant constamment coupées les allemands ont décidé d'équiper les EML de moyens de transmissions radio.

Ces informations ne sont qu'un extrait du KTB. De source allemande, nous disposons, en complément, de calques mentionnant les positions supposées ou repérées des maquis et terrains de parachutage, pour l'ensemble du Limousin. Ces emplacements sont codés mais nous avons pu décrypter ceux qui nous concernent.

Côté FFI

Nous étions beaucoup moins démunis qu'il a été dit et écrit.

Nous exposerons, le moment venu, ce que fut la recherche et l'exploitation du renseignement avant et après le débarquement. Précisons seulement qu'au début de juillet l'EM n'était pas formellement structuré en bureaux mais qu'il existait des services remplissant les mêmes fonctions. Il n'y avait pas de 2ème bureau d'EM ni de SR, ni de CE, au sens militaire de ces termes, mais des activités plus qu'embryonnaires répondant aux mêmes objectifs. La résistance manquait

de spécialistes et surtout de moyens, notamment de transmissions.

En Creuse, l'EM de François improvisa cependant une organisation qui allait se révéler efficace, bien que fragile, car à défaut de moyens de transmission de type militaire elle ne pouvait compter que sur les réseaux téléphoniques, PTT et SNCF, et les mollets des agents de liaison cyclistes. Un service d'information et d'alerte progressivement mis en place couvrait l'essentiel du département et surveillait spécialement les principaux axes. Le maillage était très dense dans les zones les plus sensibles.

Ce service travaillait en parfaite coordination avec le SR de Haute Corrèze sous l'autorité de Dudeux (Col Marty) qui avait d'excellentes antennes dans le Puy de Dôme. La charnière était à Felletin. Le réseau Ajax de Castaing apportait un complément de couverture et des contacts subsistaient avec Alliance. Enfin, le NAP civil restait actif.

Les archives du service ont été en partie sauvées et l'essentiel pourra être publié le moment venu. Elles sont particulièrement riches pour la période qui a précédé l'attaque de Jesser, entre le 9 et le 16 juillet. Les seuls messages enregistrés occupent 50 pages d'un cahier d'écolier, 39 pour les messages "arrivée" (informations reçues) au nombre de 150 et 11 pour les messages "départ" (directives du service ou de l'EM, demandes de complément d'information) au nombre de 40. Nous reproduisons ci-après les principaux messages reçus.

Pour une bonne compréhension, il faut savoir que le PC était relié, par une ligne spéciale, avec le central téléphonique de Bourgneuf, lequel était, avant le 16 juillet, la plaque tournante principale du dispositif. C'est aussi à Bourgneuf qu'étaient écoutées les communications allemandes sur la ligne Clermont Limoges. D'autres écoutes étaient effectuées au central de Guéret et au central de La Souterraine. Celui d'Aubusson était aussi sous contrôle FFI.

Les informations reproduites ci-après supposent, pour leur bonne compréhension, la connaissance des lieux, à défaut, des cartes. L'idéal serait de posséder les cartes d'EM d'époque mais à défaut, une carte Michelin ou le simple calendrier du facteur sera d'un précieux secours. Nous publierons, le moment venu les schémas détaillés des réseaux téléphoniques utilisés.

Il faut aussi savoir que:

- Blanche = service centralisateur EM.
- SR Bgf = centre de regroupement secteur Bourgneuf
- Kaolin = Castaing. Réseau Ajax.
- Germain = Charnière Creuse-Corrèze + secteur Jack
- Gaby = Secteur La Souterraine
- Milou = Secteur Vieilleville + liaison SNCF

Les centres d'information et de relais avaient des indicatifs codés (Z suivi de deux chiffres) mais ces codes ne furent utilisés régulièrement qu'un plus tard.

9.7 1100: Gaby à Blanche: Pouvez appeler Daniel (Picaud) dont le PC était près PC près Lizières. Signifie que Daniel "avait le téléphone" et pouvait communiquer avec l'EM.

1520: Cdt Jack à Lt Col. François. Visiteurs (1) attendus cette nuit pas arrivés. Avez-vous reçu les vôtres ?

1530: Kaolin à Blanche. Long message traitant de la circulation de trains et convois dans la région Brive-Limoges et d'activités de la milice.

10.7 1145 Germain à Blanche. Colonne allemande venant de Riom passée cette nuit Bort les Orgues en direction Eygurande. Stationne région Eygurande-Bourg Lastic. Composition: 110 camionnettes, 3 AM, 10 canons de 37, 4 mortiers, 30 motos, 15 voitures tourisme, 7 voitures radio, 5 sanitaires. 2ème colonne suit le même chemin.

1200. SR Bgf à Blanche. Message codé intendant maintien de l'ordre à Dr Sce Tque Vichy. Message codé. (Transmis mission interalliée pour décodage Londres).

11.7 0915. Germain à Blanche. De La Courtine: environ 180 allemands patrouillent NE La Conche entre St Merd la Breuille et St Oradoux. 7 camions signalés. Central téléphonique Ussel occupé.

1145. Confirmation patrouille allemande Couffy, St Merd, St Oradoux. Gros de la troupe reste stationné Eygurande-Bourg Lastic.

1705. Message chiffré maintien de l'ordre à Limoges à milice Vichy. Transmis mission interalliée.

SR Bgf à Blanche. Ecoute conversations allemandes. Opérations de patrouille le 13 et le 14: OC 27-18-44-71-48-87. (2)

1720. Germain à Blanche. Long message concernant situation secteur Bourg Lastic. Précisions sur matériel et armement patrouille St Oradoux.

12.7. 0950. Germain à Blanche. Précisions complémentaires sur patrouilles.

1045. Germain à Blanche. Ce matin à Eygurande rassemblement (réquisition) de vélos.

1055. 50 à 60 allemands dans la région de Malleret, direction Magnat. Seraient à bicyclette, suivis par une voiture blindée.

1340. Germain à Blanche. Cyclistes passés à Beissat direction Magnat et La Courtine.

1530. SR Bgf à Blanche. Ecoute. Général Gleiniger de Clermont à Kommandantur Limoges. "Un général américain serait à Eymoutiers pour diriger opérations

sur Limoges. Résister jusqu'au dernier. Insiste sur gravité de la situation".(3)

1730. SR Bgf à Blanche. Ecoute. De Clermont à Limoges. "Ici général Gleiniger. Dans la nuit du 9 au 10, un général américain avec EM et 1.000 hommes munis armes lourdes ont été parachutés dans la région de Bourgneuf. Secours demandé par Guéret. et Montluçon. ..." (3)

1800 SR Bgf à Blanche. Ecoute Limoges à Clermont. Avez-vous signalé situation critique pour le 15 ?(3)

1930. Germain à Blanche. Allemands arrivés La Courtine dans l'après-midi: cyclistes, motos, autos, autos radio, 25 hommes environ.

2215. Germain à Blanche. Colonne quitterait Aurillac, direction Bort, Eygurande, Ussel.

13.7 0800 SR Bgf à Blanche. Ecoute. Poste radio en route pour Guéret. (4)

1730. SR Bgf à Blanche. 8-10 allemands à St Junien la Brègère et St Pardoux Lavaud. (5)

2200. Germain à Blanche. 107 véhicules d'environ 30 hommes ont quitté Ussel direction La Conche.

2240. Germain à Blanche. Allemands signalés du côté de Féniers.

2245. Germain à Blanche. Allemands se dirigent sur Felletin.

14.7 0900 Germain à Blanche. Allemands signalés au Trucq et au Mas d'Artiges.

1110. Germain à Blanche. 15 voitures à St Agnant près Crocq se dirigent sur Magnat. Camion venant de La Courtine se dirige sur Clairavaux.

1415. 100 camions venant d'Ussel se dirigent sur La Courtine

1610 Jack à François. 107 camions sur Féniers. Confirmation centaine de camions montant sur La Courtine.

1700. Fusillade Clairavaux-La Courtine.

1840. Germain à Blanche. 10 camions chargés de troupes venant de Féniers, en vue Pigerolles.

2040. Germain à Blanche. 2ème convoi venant du Mas d'Artiges direction Gioux.

2300. A 2030 accrochage avec FTP. Ferme du Ronteix incendiée.

15.7 0930 Cdt Jack à Mission interalliée. En raison avance ennemi impossible faire opérations sur terrains.

1250. SR Bgf à Blanche. Germain signale allemands à Felletin.

1610. SR Bgf à Blanche. Poste Aubusson signale allemands dans la ville.

1650. SR Bgf à Blanche. Allemands venant de St Junien la Brègère passés St Moreil, direction St Léonard.

1720 SR Bgf à Blanche. Communications téléphoniques rétablies avec Aubusson et Felletin.

16.7. 0610. Germain à Blanche. Colonne très importante passe à Magnat direction Felletin. Je présage attaque.

0640. Germain à Blanche. Colonne défile à Magnat direction St Frion Pontcharraud.

0645. Germain à Blanche. Colonne passe à Crocq. Présence de petits canons.

0705. 250 véhicules de toutes sortes viennent de passer aux Poux (N 141) direction Aubusson.

0745. SR Bgf à Blanche. Liaison coupée avec Aubusson occupé et Guéret.

1110. Camion à Montégudet, direction Ars.

1215. Précision: A Montégudet 1 side, 3 camions, 1 chenillé. Ont pillé maisons et demandé renseignements sur maquis.

(1) Visiteurs = parachutages.

(2) Zones à l'époque non identifiées. Indicatifs décodés depuis.

(3) Hantise d'attaque des garnisons et d'opérations aéroportées.

(4) Pour pallier coupures des lignes téléphoniques

(5) Elément venant de Limoges.

A noter les messages de Jack à François et à la mission interalliée qui témoignent, de son rattachement à la Creuse et non à la Haute Corrèze. D'autres messages et documents confirment.

Le message de 1215 est le dernier enregistré au PC de Murat. L'EM retrouve un peu plus tard, à Chez Jallot, la liaison avec le central de Bourgneuf mais l'occupation de celui d'Aubusson interdit tout contact avec ce secteur. La suite de l'avancée allemande ne sera donc connue avec précision qu'à partir du moment où elle entre dans les localités reliées à Bourgneuf.

De ce qui précède, il faut retenir:

- Nous n'avons rapporté que les principaux messages "arrivée", une quarantaine sur 150. Il s'agit de messages en l'état, d'informations brutes, avant vérification, recoupement, synthèse et exploitation. Nous n'avons pas mentionné les messages "départ", en

fait les directives parties du PC. L'ensemble sera publié le moment venu avec des cartes.

- Ces messages ne sont pas les seules informations reçues au PC mais les seuls documents conservés. Il y eut des compléments par agents de liaison et de sources diverses. C'est l'ensemble qui fut pris en compte. L'EM ne disposait évidemment pas des sources allemandes évoquées ci-dessus, hors les résultats d'écoute. Les allemands ignoraient de même que leurs communications téléphoniques étaient écoutées par les "terroristes".

- Il apparaît clairement que l'avance allemande a été précédée d'une série de reconnaissances, correctement suivies par le service d'information et d'alerte mis en place. A noter celles menées au sud de Bourgneuf par des forces venant de Limoges, qui montrent la bonne coordination entre les Gpts Jesser et Ottenbacher, lesquels ont opéré simultanément sur la Corrèze, la Creuse et la Haute Vienne.

- Les résultats d'écoute des communications allemandes traduisent bien le climat qui régnait, en cette mi-juillet, dans les garnisons, tout spécialement la crainte d'opérations aéroportées. Alors que les forces offensives spécialisées, type groupement Jesser, demeurent parfaitement opérationnelles, les garnisons statiques sont déjà démoralisées.

- L'EM des FFI a exploité au mieux les moyens dont il disposait, en fait les liaisons téléphoniques. En cas d'occupation simultanée des centraux il devenait momentanément sourd et aveugle mais des raccordements clandestins permirent très vite de pallier, pour partie au moins, ces difficultés. Le central d'Aubusson prit le relais de celui de Bourgneuf comme plaque tournante, ce que justifiait, pour partie au moins, l'installation du PC dans le secteur Vallières-La Nouaille.

Entre la réalité et les propos de Marc Parrotin "*un ennemi que ne parvient pas à déterminer le service de renseignements*", il y a plus que des nuances d'appréciation, plus que des erreurs de bonne foi. Quiconque se prétend historien n'accumule pas par hasard autant de contre-vérités. A chacun d'apprécier.

Nous évoquerons, le moment venu, les décisions prises, les consignes données, les drames qui ont suivi: Mas Baronnet, Cosnat, Peumiot, Nadapeyrat, Pont de Murat, Bois de la Mine, Chard, etc.. En les replaçant dans leur contexte de l'époque. Ce qui est moins facile que de faire de la stratégie à postériori.

L'HISTOIRE SAVANTE LUTTE ARMÉE ET MAQUIS

Sous ce titre, l'histoire "savante", en la circonstance l'Université de Franche Comté et de Bourgogne, vient de publier, sous la direction de François Marcot, les

actes du colloque international de Besançon (15-17 juillet 1995). Cet ouvrage est le 4ème d'une série comprenant:

- **Histoire et Mémoire** (Actes du colloque de Toulouse en décembre 1993).
- **Enjeux stratégiques et environnement social** (Actes du Colloque de Rennes en septembre 1994).
- **La Résistance et les Européens du Nord** (Actes du colloque de Bruxelles en novembre 1994).
- **Lutte armée et maquis** (Actes du colloque de Besançon en juin 1995).
- **Villes, centres et logiques de décision** (Actes du colloque de Cachan en novembre 1995).

Castille a assisté seul aux deux premiers colloques. Il a évoqué son intérêt et quelques réserves sur Toulouse dans la bulletin N° 2. De même pour celui de Rennes dans le numéro 3, en s'attachant surtout aux exposés traitant de la connaissance des résistants à partir des dossiers des titulaires des cartes de CVR.

Castille et Michaud ont assisté aux colloques de Besançon et Cachan. Le premier a écrit dans le bulletin N° 5, *"Notre vécu des maquis s'inscrit difficilement dans les exposés de Besançon présentés par des non-acteurs"* et *"A Cachan nous avons été intellectuellement intéressés mais historiquement quelque peu déçus"*. Suivait une explication de ces réserves, à partir de deux citations. La première de Robert Franck sur la nécessité "d'historiser" la Résistance. La seconde de Pierre Laborie qui résume un point de vue maintes fois exposé: *"Il faut se méfier des théorisations qui résultent d'une distance, d'une construction intellectuellement séduisante, d'une rationalisation et de mises en perspectives qui n'ont pas ou peu inspiré les acteurs"*. Ce sont ces "constructions intellectuellement séduisantes" qui justifient les considérations que certains jugeront, à raison sans doute, un peu sévères sur l'intellectualisme (p. 4) et l'opportunité de ne pas oublier les "pâquerettes". Evoquons aussi l'excellent exposé de Yves Durand à Cachan pour rappeler, fort opportunément, que dans nos régions rurales, la "ville" était alors le chef lieu de canton.

La Creuse fut "terre de maquis". Nous nous sentions donc très concernés par un colloque savant sur le thème "lutte armée et maquis" mais à la fin de la première journée nous nous demandions de quoi on parlait tant les considérations métaphysiques sur les motivations et attitudes des hommes du maquis nous semblaient loin des réalités vécues. Heureusement, une opportune projection et une intervention de nos camarades de Franche-Comté nous ramenaient sur terre. La seconde journée fut un peu moins "éthérée" mais tout de même assez loin de nos chères pâquerettes et nous invitons très volontiers quelques éminentissimes jeunes historiens à venir méditer dans la sape du Bois du

Thouraud ou à hiverner à Jarjalvaly afin de compléter leur connaissance des maquis.

Ils ont sans doute de plus gratifiantes aspirations mais à trop vouloir prendre du recul et de hauteur on finit par ne plus très bien distinguer la réalité. A trop vouloir nous expliquer pourquoi et comment nous avons été résistants, à trop vouloir approfondir nos motivations et explorer notre subconscient, à trop se griser de néologismes pseudo-savants, on risque d'oublier la banale réalité et ... l'histoire.

Il est tout aussi dangereux de trop vouloir généraliser, élaborer de grandes synthèses. Au cours de ces treize dernières années nous avons évidemment centré nos recherches sur notre département, celui où, pour l'essentiel au moins, nous avons vécu notre résistance et connu le maquis. Nous y avons gagné en humilité. Une humilité que vous aimerions beaucoup faire partager.

Nous avons découvert les spécificités de la résistance Creusoise, appris que nos voisins ont aussi la ou les leurs, que parfois il faut prendre conscience de spécificités sectorielles pour un même département. C'est vrai en Creuse, c'est vrai en Corrèze, c'est vrai en Haute Vienne, c'est vrai dans l'Indre. Et sans doute ailleurs.

Nous sommes allés dans la plupart des régions de France, nous avons échangé nos souvenirs et nos connaissances avec des acteurs de la plupart des hauts-lieux. Nous avons ensemble apprécié nos points communs et nos différences. En illustration trois exemples fort édifiants:

- Avec un camarade du Nord au cours d'un Congrès national: *"Ah vous aviez des maquis ! Chez nous c'est tout plat, pas de collines et de vallées, pas de forêts"*. Il y avait chez notre interlocuteur un évident sentiment de frustration. Il voulait tout savoir sur nos maquis.

- Avec des camarades de divers départements: *"Chez nous c'était Combat, ou Libération, ou Franc-Tireur"*. Les mouvements ont souvent perduré après la création des MUR. En Creuse, ils n'ont été qu'embryonnaires. Dominique Veillon n'a pas trouvé trace de Franc-Tireur, (nous avons découvert deux adhésions temporaires). Laurent Douzou n'a recensé qu'une dizaine de membres de Libération. Combat n'a compté qu'un faible nombre d'adhérents. Et pourtant il a bien existé une résistance Creusoise. Tardive sans doute, (hors cas particulier du PC), spontanée parfois, mais les dalles du Mémorial portent tout de même plus de 550 noms. Un constat qui mérite réflexion.

- A plusieurs reprises, dans divers départements, nous avons entendu évoquer la fragilité des maquis par défaut de moyens d'information. Nous nous sommes vu envier un NAP très efficace et notre maîtrise de "l'outil téléphone".

L'histoire savante a aussi trop tendance à considérer que l'action de la Résistance en général et des maquis

en particulier relevait de directives générales, relayées par la région et le département, comme aujourd'hui tout décret ou toute circulaire ministérielle. Là encore un exemple illustre parfaitement ce constat.

A Besançon, François Marcot, historien sérieux et chercheur chevronné, a fait un remarquable exposé sur: "**Le Service National Maquis. Structures, pouvoirs et stratégie**". Remarquable mais dans lequel nous n'avons pas retrouvé notre vécu.

Le Service National Maquis serait né le 1er avril 1943 de directives du CD des MUR, concrétisées dans les directives du 25 mai de Brault, nommé Chef National Maquis. François Marcot distingue trois périodes:

- Mai-juillet 43: mise en place
- Juillet-octobre: le Service Maquis tend à se constituer en service autonome.
- Octobre 43-avril 44: effacement du service maquis.

Qu'en est-il en Creuse ? Marcel (Fleiser). n'arrive, semble-t-il, qu'en juillet. C'est un sous-officier, actif et courageux mais apparemment mal préparé à des fonctions qu'il découvre dans un département qu'il ne connaît pas. Est-il "Chef Départemental Maquis" ou seulement "instructeur maquis" ? Nous n'avons pas, à ce jour, trouvé trace de sa nomination alors que nous avons pu prendre connaissance de celle de son successeur. Il semble avoir été envoyé de Brive par Pierrette (Gontrand Royer), Chef Régional Maquis, fonction initialement partagée avec Claude Gérard. Pierrette est mort peu après son retour de déportation. Claude Gérard nous a dit ne pas avoir connu Marcel. De qui dépend-il en Creuse ? du Chef des MUR ? du Chef AS ? Nous n'avons pas de réponse précise à cette question ?

Nous savons qu'il fut en rapport avec l'AS de Bourgneuf et d'Aubusson, avec Louis, avec le groupe du Coux, mais apparemment pas avec celui du Bois du Thouraud, anéanti par les allemands le 7 septembre 1943. Il n'a pas davantage été en contact avec le groupe de réfractaires de Saint Laurent, pourtant tout près de Guéret, ni avec d'autres groupuscules à la recherche d'un maquis.

Il a par contre tenté d'établir des relations avec les FTP. Marc Parroin, dans "Le temps du Maquis" dit l'avoir rencontré le 27 novembre 1943 et le présente comme "*commandant "parachuté" qui essaie d'organiser des maquis MUR en Creuse; c'est un résistant sympathique mais qui se révèle imprudent dans son comportement et ses propos*". Les réactions des responsables du maquis FTP de Rissat sont beaucoup plus brutales et remontent jusqu'au Chef Départemental des MUR.

Marcel qui se dépense beaucoup est arrêté en décembre. Il mourra en déportation. Il est remplacé par François, alors en charge de diverses fonctions dont le NAP. Alors qu'au niveau national "le Service Maquis tend à

décliner", il connaît soudain en Creuse un regain d'activité. Le nouveau Chef Départemental Maquis devient successivement Chef des Corps Francs de la Libération puis Chef des FFI. C'est lui qui accueille fin janvier le DMR pour la R.5 et reçoit les premières armes parachutées, début février.

Qu'en est-il des directives et autres circulaires nationales ? François est mort prématurément en 1958 sans avoir pu écrire ses mémoires. Nous avons donc demandé au seul (à notre connaissance) Chef Départemental Maquis survivant de la R.5 ce qu'il en était. La réponse a été fort édifiante: "*A aucun moment je n'ai reçu d'ordre écrit. Dans les réunions on déterminait les compétences territoriales et on échangeait nos expériences*". Nous pouvons ajouter: ce qui correspond bien au style de Charlieu successeur de Pierrette comme "Régional Maquis". La R.5 serait-elle une exception ? Rien n'est moins sûr.

Ce constat n'altère en rien la qualité de l'exposé de F. Marcot. Il signifie seulement qu'entre l'échelon national et le terrain il existait des impératifs obligeant les "régionaux" à s'adapter et les "départementaux" à se débrouiller avec leurs problèmes. C'était souvent ça, le quotidien de la Résistance.

Il faut aussi constamment prendre en compte les tempéraments, les capacités, l'expérience des hommes et les moyens affectés. Les querelles et les arrangements au sommet, les "stratégies" savamment élaborées, devaient en permanence affronter les réalités de la région et du département. A quoi bon d'ailleurs pondre de belles circulaires et bâtir des plans d'action quand il n'y avait pas d'armes ! Ou si peu.

En Creuse, quelles sont, fin décembre 43-début janvier 44, les préoccupations de François ? Bien peu stratégiques. Vraiment au ras des pâquerettes. Prioritairement accueillir, héberger, nourrir, chauffer, vêtir, les pourchassés et les volontaires. Autant que faire se peut. Il faut de l'argent pour payer les paysans qui ravitaillent et parfois hébergent mais aussi pour assurer quelques obligations sociales, donner quelques moyens de subsistance aux familles de ceux qui sont dans la clandestinité. Il faut des tickets, vrais ou faux, volés si nécessaire, et trouver des bonnes volontés pour les "honorer", les transformer en sucre, café, pâtes, savon, etc., moyennant juste paiement. Il faut trouver ou faire fabriquer des galoches, voire des sabots. Il faut se procurer, souvent voler dans les réserves officielles, des vêtements, civils ou militaires, mais aussi des couvertures car en hiver il ne fait pas très chaud dans les cabanes ou maisons isolées. Le "régional" ne manque pas de bonne volonté mais il est bien démuni.

Début 44, François se déplace à "pétrolette" et ceux qui l'entourent à la force du mollet. Le 8 février, il se rend au premier parachutage avec la voiture obligeamment prêtée par le commissaire de police de Guéret.

Le DMR octroie quelques subsides mais ils sont toujours insuffisants. L'arrivée d'armes, aux "lunes" de

février, mars et avril, permet d'accueillir chaque fois de nouveaux maquisards et par voie de conséquence créé de nouveaux besoins. C'est le cycle infernal. Il manque toujours de l'argent, des tickets, des chaussures et des vêtements. Il faut aussi organiser dans l'urgence un encadrement, une mini-formation, des services: liaisons, renseignements, sabotage, prévoir des camps-relais, rechercher et faire homologuer de nouveaux terrains de parachutages, transporter les armes. Le maquis c'est l'improvisation permanente. La stratégie se limite souvent à la préparation du lendemain.

Les grandes directives nous font sourire. Nos éminents stratèges de Londres, d'Alger, et de l'EM national, semblent à peu près tout ignorer du terrain. Il faut se débrouiller au quotidien, réfléchir, inventer, agir.

La R.5 n'a reçu que deux instructeurs: Croc (Georges) et Sécateur (René), bientôt affectés à d'autres tâches. Le DMR et le Chef COPA ne disposent que de deux radios et ils ne peuvent communiquer entre eux, hors déplacement personnel souvent aléatoire, que par agents de liaison ou en passant par Londres. Plus tard, la mission interalliée Bergamotte est un peu mieux dotée mais elle ne dispose pas de moyens de transmission à courte distance.

Nous avons évoqué l'organisation et les activités du service qui faisait fonction de 2ème bureau et le deviendra ultérieurement. Tout a été, au fil du temps, organisé au gré des initiatives de ceux qui en eurent la responsabilité, en s'appuyant sur leurs compétences professionnelles, sur leur sens des réalités et leur expérience de la clandestinité. Nul EM national ou régional, nul service de Londres ou d'Alger ne leur a donné de conseils ou de directives et nul moyen ne leur a été affecté.

Pondre des circulaires est une chose. Faire face aux réalités en est une autre. Quand nous découvrons aujourd'hui certains textes de responsables nationaux nous avons parfois le sentiment qu'ils étaient sur une autre planète.

Nul ne nous a appris les techniques de la guérilla car apparemment nul ne les connaissait. Nous avons des officiers de réserve et quelques officiers d'active. Ils avaient des connaissances militaires, ils savaient faire une certaine forme de guerre mais ils n'étaient pas formés aux combats que nous devons mener. Nul ne nous a dit comment affronter un bataillon d'une division blindée SS (la Das Reich) et nul ne nous a informés des moyens et méthodes du R.1000, unité spécialisée dans la lutte contre les "terroristes", dont nous avons à peu près tout ignoré jusqu'au moment où elle nous a attaqués. Les stages, nous les avons fait après la libération.

La première opération importante après l'attaque de la garnison de Guéret, fut montée courant juin, contre une unité ennemie en mouvement. Selon des méthodes classiques, par un officier d'active d'évidence compétent dans son métier. Elle faillit mal se terminer. Mais c'est

à partir de cette expérience que naquit le concept nouveau de l'embuscade: 5 hommes aguerris dans une traction, opérant loin de leurs bases, avec un FM, deux mitraillettes, un fusil ou une carabine américaine, des grenades, Mills et Gamon. Daniel en fut le théoricien et le metteur au point avec le concours d'Alexandre (de la mission Edouard). Simultanément, les responsables des compagnies franches étaient arrivés aux mêmes conclusions. Un peu plus tard s'imposa le concept des embuscades "en chaîne" sur un même axe. Avec parfois un bazooka ou un Piat, quand on en avait.

Il importait toujours de décrocher très vite mais comme les hommes avaient parfois tendance à se laisser prendre au feu de l'action, il fallut limiter les munitions: 3 chargeurs maxi. Et comme l'adversaire savait s'adapter il fallut mieux choisir les cibles, n'attaquer que la tête ou la queue du convoi afin de limiter les risques d'encerclement. C'est l'expérience qui justifia la tactique, pas les directives reçues.

En fait, tout dépendait du terrain et de l'adversaire, du type d'occupation, des garnisons, des sites stratégiques. Certains axes étaient propices à des opérations de quelque envergure, d'autres ne permettaient que des embuscades isolées ou autorisaient au contraire des opérations "en chaîne". A la fin, les colonnes purent être canalisées, par des coupures judicieuses, sur un axe unique qui devint "la route des embuscades". Nous ne savions sans doute pas faire une guerre classique mais nous étions devenus opérationnels dans la guérilla. Une technique pas très chevaleresque mais efficace et démoralisante pour un adversaire qui nous traitait en francs-tireurs, fusillait les blessés et déportait les prisonniers.

Les maquis faisaient la guerre et la guerre c'était "du sang et des larmes", la trouille au ventre et des actes de courage. Les maquisards étaient des volontaires qui risquaient souvent et donnaient parfois leur vie. Pour la libération de leurs pays. Ce qui à défaut de considération, mérite au moins un peu de décence dans l'appréciation de leurs actes et de respect pour les morts.

Nous avons cru entendre à Besançon un "Monsieur je sais tout sur tout" dire que les maquis n'ont servi à rien. Il faut au moins leur reconnaître aujourd'hui le mérite de fournir des sujets de communications savantes, de thèses et d'ouvrages tout aussi savants, ce qui est plus gratifiant et surtout moins dangereux que d'affronter l'occupant d'alors, les armes à la main.

Nous avons écouté, à Besançon, les synthèses des textes de 46 communicants dont, à notre connaissance, aucun acteur. Nous avons ensuite lu, "à tête reposée," l'ensemble des communications. Nous les avons plus récemment relues dans l'ouvrage qui les regroupe. Il en est que nous avons appréciées, dans lesquelles nous avons puisé des informations intéressantes, des analyses à nos yeux pertinentes. Il en est aussi qui nous ont semblé discutables. Beaucoup de bonnes choses donc mais pourtant bien des difficultés à retrouver notre vécu

du maquis. La Creuse a-t-elle été si différente ? Ou l'image que nous renvoie l'histoire savante est-elle trop savante pour nos modestes capacités intellectuelles ?

HISTORIENS ET ACTEURS

Nous ne sommes apparemment pas seuls à nous interroger.

A l'issue des communications s'est tenue, sous la présidence de Philippe Jautard, une table ronde réunissant d'anciens acteurs: Lucie Aubrac (Libération), Francis Commaerts (chef de réseau SOE), René Fallas (mouvement Lorraine), Jean Gautheron (FTP Jura), Jean-François Munier-Pollet (service Périclès), Serge Ravanel (corps francs des MUR), avec pour thème de discussion les rapports entre historiens et acteurs. Nous en extrayons quelques passages:

Lucie Aubrac. ... *"Il fallait arriver à la libération des hommes, des idées et des territoires, tout en détruisant le régime de Vichy. ..."*

Jean Gautheron. ... *"Pour l'ancien résistant, la mémoire des dates est approximative tandis que la mémoire des lieux est perdue à 80 %. Par ailleurs, le temps modifie la mémoire de l'époque et lui substitue une mémoire auto-justificatrice. ... Les malentendus [entre historiens et acteurs] sont difficiles à éviter de par le décalage de formation intellectuelle, la différence d'âge, les conditions de vie passées et actuelles." ...*

Serge Ravanel. ... *"Les souvenirs des témoins sont souvent fragiles, parfois inexacts. Il arrive même qu'ils soient mensongers. Mais les archives écrites souffrent parfois des mêmes défauts. ... Contrairement aux écrits qui figent une situation, la mémoire n'est pas ancrée dans un concret mais détenue dans un cerveau qui évolue en fonction du déroulement de la vie." ...*

Jean-François Munier-Pollet. ... *"Elles [les tensions et oppositions] reposent aussi sur des équivoques de vocabulaire qui devient parfois du jargon -pardonnez-moi de vous le dire amis historiens- votre vocabulaire est parfois ésotérique." ...*

Francis Commaerts. ... *"Quand je considère maintenant la situation extrêmement délicate de ceux qui ont débarqué en Normandie, je me dis qu'il était juste de lancer toute la résistance dans le harcèlement contre les forces allemandes partout en France". ...*

René Fallas. ... *"La bonne foi des historiens, je la suppose entière. Ils ont fait confiance à des gens qui les ont trompés, non pas actuellement par défaillance de la mémoire, mais qui ont menti dès 1944. Ce qui a été écrit après la libération mérite donc une critique solide." ...*

Lucie Aubrac. ... *"Maintenant les sources sont plus accessibles et la nouvelle génération d'historiens peut, en moissonnant large, en confrontant, en analysant les*

sources diverses, arriver à un ouvrage où les résistants se reconnaissent." ...

Serge Ravanel. ... *"Ce qui me préoccupe quand je vois les sujets de certaines thèses c'est qu'ils ne semblent faire l'objet d'aucune coordination. De grands trous demeurent dont on ne semble pas se préoccuper." ...*

Nous retrouvons dans ces propos nombre de thèmes qui nous sont chers: les réserves quant à la fiabilité de la mémoire, l'auto-justification pour nombre d'acteurs, le vocabulaire parfois ésotérique des historiens, le manque de coordination dans la recherche, etc..

LES STRATEGIES

Dans son exposé de synthèse, François Marcot en distingue trois:

- **La guerre des militaires soutenue par les citoyens.** Celle des EM et des spécialistes. Elaborée à Londres. Relayée en France par l'ORA.

- **La guerre des citoyens-soldats.** Celle du "mythe incantatoire de l'insurrection nationale" et de la référence à la Révolution Française. Celle du parti communiste.

- **La guerre des résistants-citoyens.** Celle des mouvements, partagés entre l'attentisme de l'AS et la volonté d'action immédiate du Service National Maquis. *"De la participation à la lutte armée on attend moins une mobilisation des citoyens qu'une légitimation de la résistance dont les acteurs espèrent, pour eux-mêmes ou pour leur mouvement, une reconnaissance sous forme de pouvoirs, sinon du pouvoir, à la libération".*

Vaste débat. Nous appartenions apparemment à la dernière catégorie mais nous rejetons, pour la Creuse, l'interpénétration du politique et du militaire. Nous étions des militaires. Seulement des militaires. Notre objectif était de chasser l'occupant et le régime qui le soutenait, pas de prendre le pouvoir à la libération. C'est au contraire nous militaires qui avons remis le pouvoir au mandataire désigné: le préfet. Les politiques se sont ensuite emparés de ceux qui leur étaient affectés (et parfois de ceux qui ne l'étaient pas). Spécificité creusoise ?

Nous aurons l'occasion d'y revenir.